LE RUBICON

La voie vers une sécurité durable en Colombie

Geoff Ramsey, Ilona Barrero | 13 novembre 2026 | ARTICLES



Cet article est une traduction de « A path toward sustainable security in Colombia », *publié par* l'Atlantic Council *le 13 août 2026.*

Depuis les années 1950, la Colombie est en proie à un conflit armé aux contours en constante évolution, où guérillas, groupes paramilitaires et organisations de narcotrafic se disputent le contrôle des territoires et des ressources. Le 30 novembre 2016, le gouvernement colombien a signé un accord de paix avec le plus grand groupe armé du pays, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP). Près de dix ans plus tard, sa mise en œuvre se heurte encore à des obstacles majeurs, et la violence liée au conflit continue de menacer la sécurité des Colombiens. Selon la « Peace Accords Matrix » de l'université de Notre Dame, l'organisme officiel chargé de la vérification technique et du suivi de l'accord, 70 % des garanties en matière de sécurité et de protection destinées aux régions rurales défavorisées, prévues dans l'accord initial, en sont encore au stade de la mise en route ou ne sont que très peu mises en œuvre. L'absence de progrès dans l'instauration de ces politiques a compromis le cheminement de la Colombie vers une paix durable. En effet, le ralentissement de la mise en application des accords de 2016 affecte de manière disproportionnée les minorités ethniques en Colombie, en particulier celles qui militent pour les droits humains dans les régions touchées par le conflit. Le Bureau du médiateur a recensé 1 569 homicides de dirigeants communautaires et de défenseurs des droits humains entre 2016 et mai 2025.

Cet article a fait l'objet de recherches et a été préparé pour publication avant le séisme du 10 août dernier en Colombie, qui a causé d'importants dégâts dans la Valle del Cauca, le Chocó, les Caldas, la Risaralda et d'autres régions de l'ouest de la Colombie. Ce séisme constitue le premier défi majeur pour le nouveau gouvernement du président Abelardo de la Espriella, qui s'est engagé à renforcer sa présence dans les régions rurales touchées par le conflit.

Du processus de paix de 2016 à la « Paz Total »

Plusieurs facteurs ont contribué à la stagnation de l'accord de paix de 2016. Un référendum national organisé en octobre 2016 a révélé que l'opinion publique colombienne était profondément divisée sur cet accord, avec 50,2 % des voix contre et 49,8 % pour. Lorsque le président Iván Duque (2018-2022) est entré en fonction, son gouvernement a fait valoir que plusieurs articles du

mandat constitutionnel des accords de paix accordaient l'impunité aux auteurs de crimes et prévoyaient des réparations insuffisantes pour les victimes. Le président colombien a alors tenté plusieurs réformes constitutionnelles visant à limiter la mise en œuvre de l'accord, que le Congrès a finalement rejetées. Pourtant, entre 2022 et 2023, la culture du cocaïer [*note de la rédaction : la culture de la coca, l'arbuste dont les feuilles contiennent l'alcaloïde à partir duquel on fabrique la cocaïne*] en Colombie a augmenté de 50 %, les départements de Nariño, du Cauca et du Norte de Santander restant au cœur de cette culture.

De plus, après le processus de paix de 2016, plusieurs combattants de grade intermédiaire des FARC ont refusé de déposer les armes et ont formé des groupes dissidents, connus sous le nom de « dissidences des FARC », couvrant diverses régions du sud-ouest du pays (Valle del Cauca, Cauca, Huila, Nariño) et des départements situés le long de la frontière vénézuélienne (Arauca, Norte de Santander). À mesure que ces groupes s'affrontaient, entre eux et avec d'autres acteurs armés comme l'Armée de libération nationale (ELN), pour le contrôle des routes du narcotrafic et des territoires, le centre de gravité du conflit s'est déplacé : il ne s'agissait plus tant d'affronter l'État que de contrôler les populations civiles et les économies locales à des fins lucratives.

Dans un contexte marqué par les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des accords de La Havane, le président Gustavo Petro est entré en fonction en août 2022 et a institutionnalisé la stratégie phare de son gouvernement en matière de sécurité et de résolution des conflits, baptisée « Paz Total » (« Paix totale »).

La « Paz Total » reposait sur l'idée que l'État colombien pouvait mener simultanément, d'une part, des pourparlers de paix parallèles avec différents groupes armés (mettant ainsi en œuvre une stratégie nationale visant à appliquer l'accord de paix de 2016), à engager des négociations avec d'autres groupes armés et à tenter de démobiliser, d'autre part, les organisations criminelles. La « Paz Total » se voulait une stratégie nationale capable de s'adapter aux contextes locaux pour des tables de négociation spécifiques. Cependant, les résultats ont fini par produire l'effet inverse. Des factions dissidentes des FARC, telles que l'Estado Mayor de Bloques y Frente (EMBF), l'Estado Mayor Central (EMC) et le Clan del Golfo (Clan du Golfe) ont tiré profit des dialogues en cours, renforcé leurs capacités militaires, étendu leur présence territoriale et se sont enracinées politiquement dans leurs régions d'opération.

Le gouvernement de Gustavo Petro faisait valoir que, puisque l'État ne pouvait pas occuper les territoires aussi rapidement que les groupes armés criminels, négocier simultanément avec tous ces groupes permettrait d'éviter que certains ne s'emparent des activités économiques, légales comme illégales, laissées par d'autres, et d'empêcher l'apparition de vides de pouvoir. Cependant, en 2025, il était clair que la « Paz Total » avait été un échec. Des groupes armés tels que l'ELN et le Clan del Golfe se sont regroupés dans le cadre de cessez-le-feu et ont étendu leur emprise sur la périphérie colombienne, en particulier dans les zones proches de la frontière vénézuélienne (région du Catatumbo, départements de Córdoba et du Chocó, dans le nord-ouest du pays). Les luttes intestines se sont poursuivies, et les officiers de l'armée et de la police se sont plaints du manque de clarté des règles d'engagement et de l'application par ailleurs inégale de celles-ci. En juin 2026, huit processus de négociation (*mesas de negociación*) étaient en cours entre les groupes armés et le gouvernement de Petro, mais aucune n'était assortie d'un cessez-le-feu effectif.

La sécurité s'est avérée être un sujet brûlant pour les millions de Colombiens qui ont élu Abelardo de la Espriella, outsider politique et partisan d'une ligne dure en matière de sécurité, lors du second tour de l'élection présidentielle du 21 juin 2026. Le président de la Espriella a fondé sa campagne sur la promesse de démanteler les économies illégales, d'éliminer les groupes armés et de rétablir le contrôle territorial du pays par l'État colombien, ce qui a trouvé un écho auprès d'une population colombienne de plus en plus préoccupée par la détérioration de la situation sécuritaire. Entre janvier et avril 2026, 48 massacres ont été recensés en Colombie, faisant au moins 229 victimes. De la Espriella s'est imposé dans certaines régions fortement touchées par le conflit, comme le Catatumbo et l'Arauca.

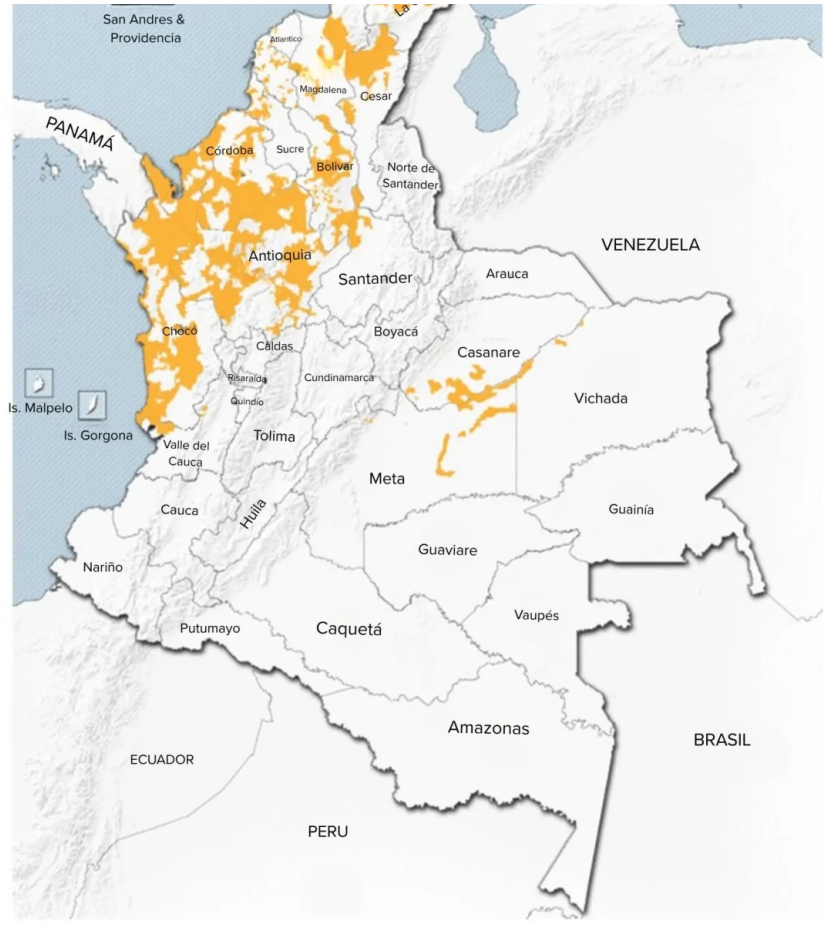
Il convient de noter que depuis 1985, tous les gouvernements colombiens ont engagé des pourparlers d'une forme ou d'une autre avec les groupes armés, y compris les gouvernements de Duque et d'Álvaro Uribe (2002-2010). Parallèlement, les offensives militaires se sont révélées efficaces pour réduire le contrôle territorial des groupes armés dans certaines zones. Par exemple, au cours des mandats présidentiels d'Uribe, son administration a investi massivement dans les capacités aériennes de l'armée, affaiblissant considérablement les guérillas grâce à des frappes aériennes, ce qui a permis à l'État colombien de reprendre le contrôle de territoires au centre du pays et de sécuriser les principales autoroutes et infrastructures clés de la Colombie.

À l'avenir, toute politique de paix et de sécurité en Colombie devra tirer les leçons des insuffisances de la « Pax Total ».

Cinq cartes illustrant la situation actuelle

Les cartes ci-dessous illustrent le territoire colombien contrôlé par des factions armées en mars 2026.



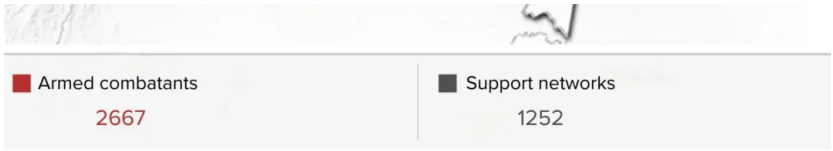


Armed combatants
3157

Support networks
5788

Estado Mayor Central de las FARC-EP (Mordisco)





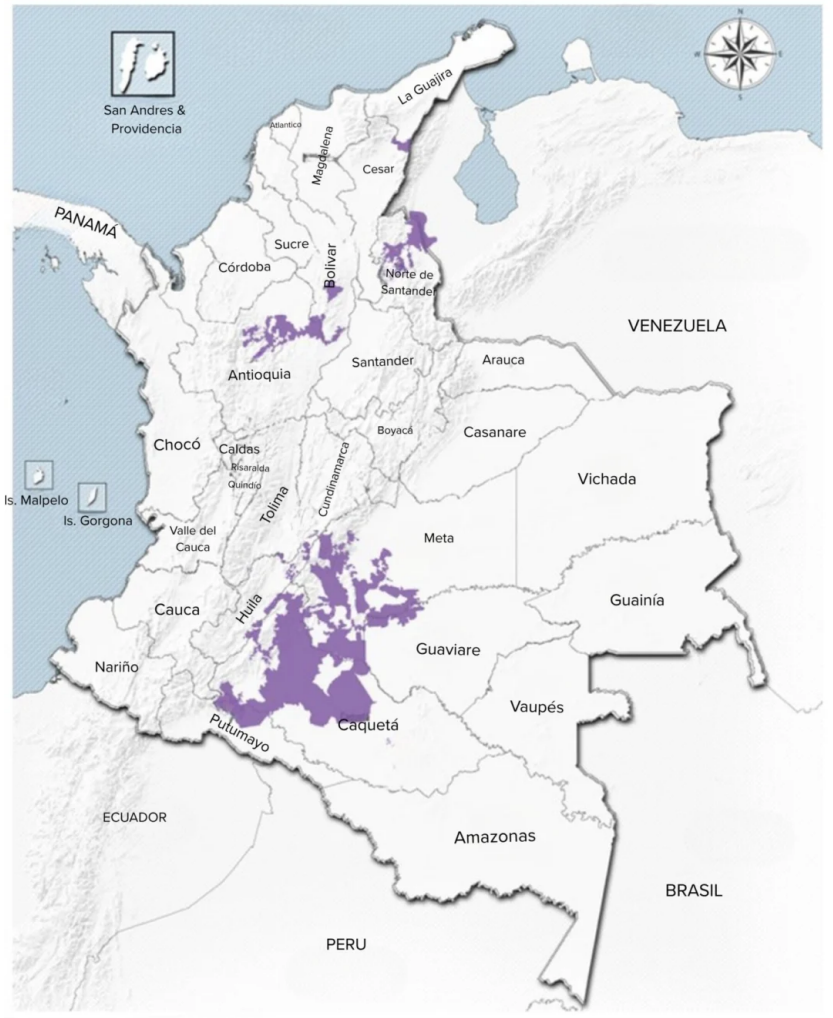
Armed combatants	Support networks
2667	1252

Coordinadora Nacional del Ejército Bolivariano (ex Segunda Marquetalia)

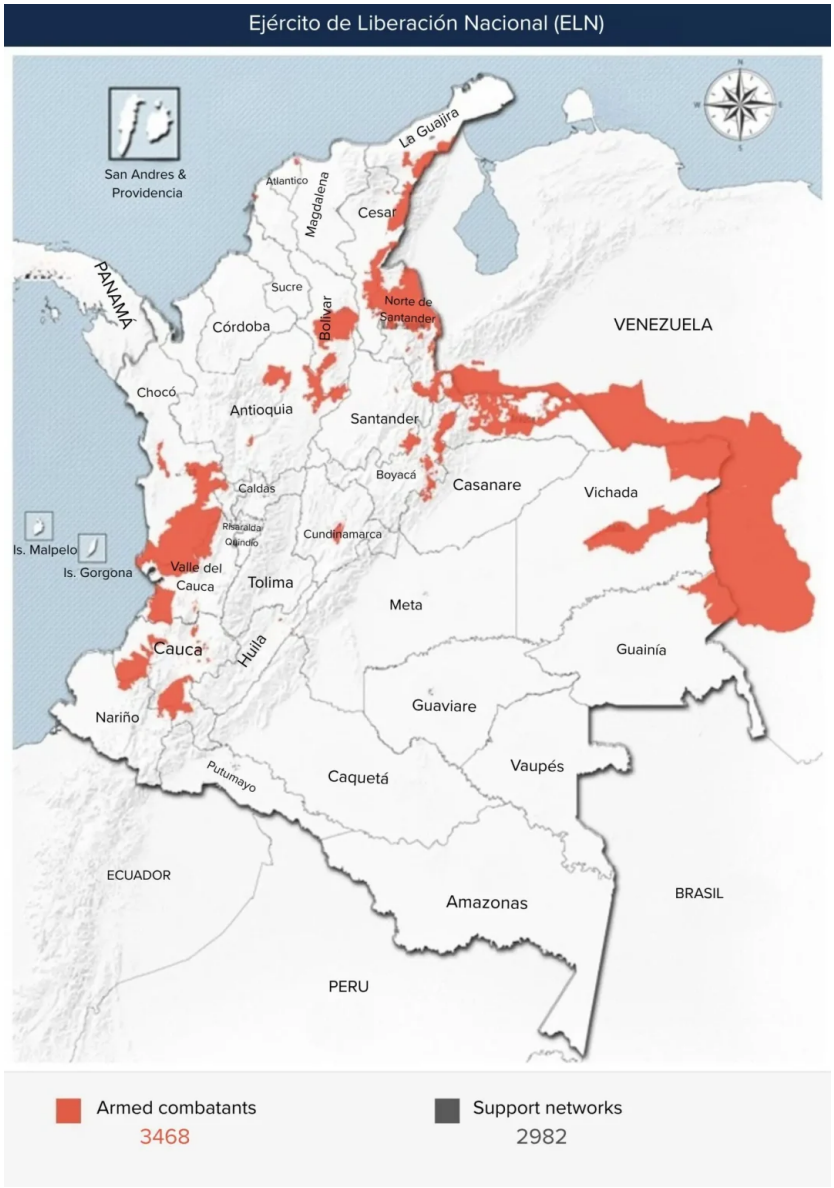


Armed combatants	Support networks
1503	459

Estado Mayor de Bloques y Frentes de las FARC-EP (Calarcá)



Armed combatants	Support networks
1666	1136



Cartes représentant le territoire colombien contrôlé par des factions armées en mars 2026.

Source : Instituto Latinoamericano para la Paz y la Seguridad.

La stratégie « Paz Total » de Gustavo Petro reposait en grande partie sur le fait que le Pacto Histórico, sa coalition, s'était construit, au fil d'années de militantisme, contre les politiques de sécurité de Duque et présentait son gouvernement comme idéologiquement aligné sur une approche privilégiant la négociation avec les groupes armés. Au lieu de cela, ces derniers ont joué la carte de la prudence et ont continué à étendre leurs opérations pendant que les négociations étaient en cours, profitant des cessez-le-feu conclus avec le gouvernement et d'un répit par rapport aux attaques subies sous les administrations précédentes. Comme l'indiquent les cartes ci-dessus, les foyers de conflit sont si nombreux et dispersés que le gouvernement colombien peine à identifier et à hiérarchiser les zones où une intervention militaire permettrait d'affaiblir la capacité opérationnelle d'un groupe armé donné.

En Colombie, les groupes armés se concentrent de plus en plus sur le contrôle de territoires qui les relient aux économies illégales, privilégiant davantage leur influence locale que la tentative de renversement de l'État colombien pour accéder au pouvoir politique, ce qui rend plus difficile la mise en place de voies de sortie menant à la démobilisation. Ces dernières années, ces groupes armés se sont également fragmentés et atomisés. En novembre 2024, Luciano Marín Arango (alias Iván Márquez), commandant en chef de la faction dissidente « Segunda Marquetalia » des FARC, a déclaré que le groupe n'était pas concerné par les pourparlers en cours avec le gouvernement dans le cadre de l'initiative « Paz Total ». Cela a conduit à la création de la « Coordinadora Nacional del Éjercito Bolivariano », composée de dissidents issus des groupes dissidents originaux des FARC, qui souhaitaient quant à eux s'engager dans des négociations avec le gouvernement.

Une désagrégation similaire des structures de commandement, survenue après les démobilisations de 2004 et 2006 des défuntes Autodefensas Unidas de Colombia (AUC), a donné naissance aux Urabeños, qui sont ensuite devenus les Forces d'autodéfense gaitanistes de Colombie, avant de se transformer en l'un des groupes les plus tristement célèbres de la Colombie

d'aujourd'hui, plus communément connu sous le nom de Clan del Golfo. Les Urabeños faisaient partie des dizaines de groupes qui ont émergé du vide laissé par la démobilisation des AUC, dont beaucoup ont été qualifiés par le gouvernement de « bandes criminelles », le plus souvent désignées sous l'acronyme BACRIM, abréviation de *bandas criminales*.

Les désaccords sur les tactiques de négociation, les vides de pouvoir à combler après les démobilisations et les conflits autour des zones clés de culture de la coca et des itinéraires de trafic ont créé un contexte propice à un conflit qui fait de plus en plus de victimes parmi les civils. Les stratégies traditionnelles de contre-insurrection, telles que la traque de cibles de grande valeur, ont un rendement décroissant face à des organisations criminelles fragmentées qui ne fonctionnent plus selon une structure hautement verticale et hiérarchisée. De plus, le manque de coordination au sein des institutions de l'État colombien constitue un obstacle à la mise en place d'une stratégie de paix unifiée ou d'un cadre juridique formalisé pour la démobilisation.

Bien que la Colombie dispose de mécanismes juridiques pour les pourparlers de paix, l'absence d'une voie législative claire et politiquement viable pour négocier avec certains groupes armés et criminels (en particulier ceux qui n'ont pas d'objectifs idéologiques explicites) a compliqué les efforts visant à formaliser les discussions. La capacité du gouvernement à encourager la démobilisation est également limitée. Dans un arrêt rendu en 2023, la Cour constitutionnelle colombienne a d'ailleurs restreint sa capacité à proposer aux groupes des conditions spécifiques leur permettant de déposer les armes. Conjuguées à l'absence de contrôle de l'État colombien dans une grande partie des régions rurales du pays, les difficultés liées à l'éradication de la production de cocaïne et à la démobilisation des groupes armés sont de plus en plus difficiles à surmonter sans une stratégie de sécurité globale.

Recommandations pour l'avenir

Le gouvernement colombien peut s'attaquer aux facteurs complexes et interdépendants qui alimentent le conflit de plusieurs manières afin de garantir la paix et la sécurité au peuple colombien. Les recommandations suivantes s'appuient sur les suggestions formulées par vingt-cinq experts colombiens en matière de paix et de sécurité ayant participé à une réunion organisée par l'Atlantic Council selon la règle de Chatham House.

1. Une nouvelle stratégie de sécurité globale pourrait s'appuyer sur un large éventail d'outils. Une stratégie axée sur la sécurité, qui donne la priorité à une pression militaire soutenue contre les groupes armés, bénéficierait d'un cadre juridique clair normalisant les voies de démobilisation des factions criminelles locales issues de groupes armés, telles que les factions dissidentes des FARC, l'ELN et le Clan del Golfo. Les lacunes de la politique « Paz Total » montrent que les approches indifférenciées ne fonctionnent pas. Une stratégie de sécurité différenciée, qui adapterait l'action militaire à la structure et aux points faibles de chaque groupe armé, pourrait intégrer, lorsque cela présente un avantage tactique, un dialogue limité venant compléter une pression soutenue, comme l'ont montré des gouvernements précédents, notamment celui d'Álvaro Uribe. Un cadre juridique clair, définissant les responsabilités et les mesures incitatives, viendrait appuyer à la fois les opérations militaires et les autres voies de démobilisation. Pour une grande partie des combattants eux-mêmes, en particulier les mineurs recrutés de force et les très jeunes adultes, des solutions de réintégration fondées sur la justice réparatrice pourraient réduire le vivier de recrutement et affaiblir les capacités des groupes armés. Les responsables au niveau du commandement devraient en revanche faire l'objet de sanctions plus sévères. Ce cadre permettrait des opérations de sécurité plus efficaces, en établissant clairement les conséquences encourues comme les possibilités de sortie.

2. L'action militaire doit s'accompagner d'un renforcement de la présence de l'État dans les zones de conflit. Les groupes armés exploitent la géographie de la Colombie et leur autorité *de facto* dans les zones rurales où l'État est absent. Une stratégie efficace nécessite trois éléments coordonnés : premièrement, le rétablissement de la capacité opérationnelle militaire pour mener des opérations complexes ; deuxièmement, une meilleure coordination du renseignement entre les agences afin de garantir des stratégies cohérentes et d'éviter les discours contradictoires ; et troisièmement, une réinstitutionnalisation ciblée de l'État dans les régions les plus négligées du pays afin de rétablir la présence de l'État dans les zones contrôlées par des groupes criminels, avec le soutien de forces de police et militaires renforcées. Par exemple, les services de renseignement colombiens devraient partager leurs informations et s'engager dans des cycles de vérification des renseignements afin d'éviter des versions et des stratégies contradictoires lors de la coordination d'opérations contre les groupes armés. Les unités tactiques tireraient également profit d'une formation spécialisée en matière de renseignement. De plus, la purge des officiers supérieurs au cours du mandat de Gustavo Petro a mis les forces armées à rude épreuve et rendu difficile la conduite d'opérations complexes. Le ministère colombien de la Défense devrait rétablir les capacités des forces armées, donner la priorité aux investissements dans les brigades et investir dans les infrastructures logistiques. L'arsenal de l'armée de l'air colombienne a besoin d'une modernisation en profondeur car le manque d'équipements et la vétusté des aéronefs entravent gravement sa capacité à frapper des cibles et à mener des opérations d'assistance et de secours humanitaires.

3. Des programmes spécifiques liés à l'accord de paix pourraient venir compléter les priorités du nouveau gouvernement en matière de sécurité. Renforcer la coordination entre institutions permettrait d'appuyer les organismes existants chargés de veiller à la mise en œuvre des volets de l'accord de paix liés aux priorités de sécurité. Par exemple, la Direction de substitution des cultures à usage illicite (DSCI) peut renforcer la responsabilité en assurant le suivi des fonds destinés à inciter les agriculteurs à abandonner la culture de la coca. Les dispositifs de contrôle territorial, comme l'Agence de rénovation du territoire (ART), doivent répondre aux besoins propres à chaque communauté et s'inscrire dans une mise en œuvre coordonnée des politiques de sécurité afin de renforcer la sécurité en Colombie. Dans l'ensemble, ces priorités appellent une stratégie

gouvernementale qui s'appuie sur les organismes légaux existants pour mener ces programmes à bien. Les initiatives de substitution des cultures portées par la DSCI et les mécanismes de contrôle territorial relevant de l'ART ont une utilité concrète : ils réduisent les ressources économiques des groupes armés et renforcent la présence de l'État dans les zones de conflit, deux objectifs conformes aux priorités de sécurité. Ces programmes constituent des outils opérationnels pour s'attaquer aux conditions qui permettent aux groupes armés d'agir.

4. Il est essentiel de communiquer au public la stratégie de sécurité et les objectifs militaires du gouvernement. Dans son discours d'investiture, le président de la Espriella a clairement indiqué que son administration veillerait à ce qu'aucun Colombien « ne se sente laissé de côté par [son] gouvernement ». En matière de sécurité, il est essentiel d'expliquer clairement aux citoyens ce qu'ils ont à gagner d'une approche, qu'elle passe ou non par le dialogue avec les groupes armés. Une politique de sécurité fondée sur le besoin de paix des Colombiens vivant dans les zones de conflit, et centrée sur la reconstruction du tissu social du pays, a plus de chances d'obtenir l'adhésion de la population que des stratégies opaques. La confiance du public dans les opérations de sécurité suppose une communication claire sur leurs objectifs et leurs progrès. La complexité des campagnes menées contre les acteurs criminels les expose facilement à la politisation : les opérations militaires sont souvent mal comprises ou leur justification reste obscure. Ancrer l'action sécuritaire dans des objectifs précis et atteignables, comme la réduction de la production de coca, la neutralisation des principaux chefs criminels ou le rétablissement de la présence de l'État dans les zones de conflit, et rendre régulièrement compte des avancées aux citoyens renforcera l'adhésion de l'opinion. La transparence sur les opérations militaires et leurs effets escomptés devrait permettre de gagner encore davantage le soutien des Colombiens.

*

* *

Ainsi, la lutte contre le conflit armé en Colombie a suivi un chemin complexe, et l'accord de paix de 2016 comme la politique de « Paix totale » ont livré des enseignements importants sur les approches qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas. À l'avenir, une stratégie de sécurité efficace suppose une pression militaire soutenue, associée à une reconstruction délibérée de l'État, des approches différenciées tenant compte de la diversité des structures des groupes armés, ainsi que le maintien des mécanismes institutionnels concrets qui servent les objectifs de sécurité. Ces propositions prennent acte des échecs des approches passées centrées sur la négociation et visent à promouvoir une stratégie cohérente, axée sur la sécurité et fondée sur une coordination institutionnelle claire et des cadres juridiques solides.

Crédit photo : REUTERS/Jair F. Coll

Geoff Ramsey, Ilona Barrero

Geoff Ramsey est chercheur non-résident à l'Atlantic Council, au sein du Adrienne Arsht Latin America Center.

Ilona Barrero est assistante de recherche au Adrienne Arsht Latin America Center de l'Atlantic Council.

Comment citer cette publication

Geoff Ramsey, Ilona Barrero, « La voie vers une sécurité durable en Colombie », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 13 novembre 2026 [https://lerubicon.org/la-voie-vers-une-securite-durable-en-colombie/].